L’AURDIP condamne le massacre israélien à Gaza

04.04.2018

Categories: Apartheid et colonialisme, BDS-Arguments

L’Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) condamne le crime perpétré par l’Etat d’Israël à l’occasion de la « Journée de la terre » vendredi dernier (le 30 mars 2018). Le bilan s’élève, dans l’état actuel de nos connaissances, à près de 20 morts et à plus de 1400 blessés palestiniens. On compte nombre de jeunes gens, certains de moins de 20 ans, parmi les victimes.

L’armée israélienne a ouvert le feu sur des milliers de Palestiniens non violents, qui s’étaient rassemblés, après l’avoir annoncé à l’avance, à proximité de la frontière bloquée illégalement par Israël. Le massacre était plus que prémédité, il était annoncé. Les Palestiniens ont stoïquement marché vers leur destin, sachant à quoi ils s’exposaient, montrant une nouvelle fois au monde ce que peuvent signifier les mots de courage et de dignité.

Les crimes du présent répètent jusqu’à la nausée ceux du passé. La Nakba n’a pas cessé un seul jour depuis 1948 : nous assistons, encore et toujours, à la dépossession de tout un peuple de sa terre ancestrale, appuyée sur son nettoyage ethnique.

Les manifestants commémoraient, comme chaque année, la « Journée de la terre ». Celle-ci a été instaurée à l’occasion du meurtre par Israël, le 30 mars 1976, de six Palestiniens citoyens d’Israël, à l’occasion de manifestations contre la confiscation illégale de terres palestiniennes. La « Grande Marche du Retour » (retour dont le droit est garanti par la résolution n° 194 de l’ONU), cette année, visait aussi à protester contre les conditions de vie inhumaines auxquelles sont soumis les Palestiniens dans le ghetto de Gaza et à rappeler qu’ils restent debout derrière leurs barbelés.

Il ne suffit plus, aujourd’hui, de croire le crime assez grand pour qu’enfin « les choses bougent ». Dès le samedi 31 mars, les Etats-Unis semblent avoir adopté une stratégie dilatoire à l’ONU pour éviter une résolution condamnant le massacre. L’ultime tragédie de Gaza rend donc plus hypocrite que jamais l’opposition au mouvement Boycott, Désinvestissement, Sanctions (BDS). Lancé en 2005 par 170 organisations de la société civile palestinienne, BDS s’est développé à grande vitesse depuis lors, au point de devenir le plus important mouvement international pour les droits de l’homme et les droits civiques.

C’est cette lutte qu’il faut intensifier, car elle apparaît aujourd’hui comme la seule réponse pouvant mettre un terme à la politique d’annexion et d’apartheid conduite par l’Etat d’Israël.

Source : AURDIP